

Collection : Entretiens

Fabrice Balanche : islamiste vs djihadiste deux faces d'une même pièce ?

20.04.2025

Florence Bergeaud-Blackler

© Centre Européen de Recherche et d'Information sur le Frérisme <https://cerif.eu>

Table des matières

1. Présentation	1
2. Entretien	1

Le site du Centre Européen de Recherche et d'Information sur le Frérisme est accessible ici <https://cerif.eu>

Toutes les vidéos du CERIF sont disponibles sur <https://www.youtube.com/@PodcastCERIF>. Egalement disponibles en audio sur Spotify, Deezer, Ausha, Amazon etc.

La vidéo transcrite est accessible ici : https://youtu.be/jBfpZ5sPJyM?si=Llynv72JUjkhFnLv_

1. Présentation

Je recevais Fabrice Balanche, géographe spécialiste de la Syrie, Maître de conférences, habilité à diriger des recherches à l'Université Lyon 2. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont le dernier « Les Leçons de la crise syrienne » est préfacé par Gilles Kepel et publié aux éditions Odile Jacob le 6 mars 2024. Ouvrage récompensé par le Prix du Livre de Géopolitique en juin 2024. Changer

2. Entretien

Florence Bergeaud-Blackler : Les uns sont directs, violents et fanatiques, les autres calculateurs, patients, politiques. Mais tous rêvent d'un grand califat qui régnera sur terre. Aujourd'hui, nous allons parler des relations qu'entretiennent les djihadistes violents avec les islamistes politiques, qui sont au fond deux branches héritées de la même matrice, les frères musulmans. Les qutbistes révolutionnaires, les qardaouistes réformateurs, inspirent les groupes, factions et partis islamistes de tous les continents. Le siège de la confrérie égyptienne semble vouloir aujourd'hui construire une image de mouvement moderne et tolérant, en condamnant par exemple la violence d'Al-Qaïda. Mais sont-ils vraiment différents ou sont-ils interdépendants ? Ne sont-ils pas les deux faces d'une même médaille ?

Nous allons en parler avec mon invité, spécialiste de la Syrie, et nous essaierons de voir si ce qui se passe au Moyen-Orient, si les analyses portées sur ce cadre-là peuvent être transposées à l'Europe, si elles peuvent éclairer notre compréhension des enjeux du frérisme et en particulier de son rapport à la violence djihadiste. Fabrice Balanche, bonjour, je suis très heureuse de vous recevoir. Vous êtes maître de conférence à l'Université Lyon 2 et chercheur associé au Think Tank Washington Institute. Comme géographe, vous partagez avec les anthropologues dont je suis l'expérience du terrain, de l'immersion prolongée. Vous connaissez très bien la Syrie que vous avez observée durant de longues années. Vous êtes l'auteur de nombreux travaux et votre dernier livre intitulé « Les leçons de la crise

syrienne. L'affrontement entre l'Occident, l'Iran, la Russie et la Chine » publié chez l'excellente maison d'édition Odile Jacob en 2024.

Cette question du rapport entre djihadisme et islamisme qui nous intéresse ici peut être illustrée par le parcours d'un homme dont on parle beaucoup en ce moment puisqu'il est aujourd'hui le nouveau maître de Damas après la chute de Bachar el-Assad. Al-Sharad, son nom Al-Joulani, celui qui vient du Golan, est un combattant d'al-Qaïda en Irak, sous les ordres d'Abu Musab al-Zarqawi au début, puis après il prend la tête du front al-Nosra. Il crée une coalition qu'on appelle Hayat Tahrir al-Sham, HTS. Il cherche alors à se présenter comme un leader pragmatique, soucieux de l'administration locale, voire même de la lutte contre l'extrémisme. Pourtant, nous l'avons vu, il semble avoir une responsabilité dans le massacre des alaouites et des chrétiens en Syrie récemment. Pouvez-vous le confirmer ? Qu'est-ce que nous dit ce personnage du rapport à la violence des leaders islamistes ? Peut-on leur faire confiance ?

Fabrice Balanche :Oui, tout à fait. Je pense qu'Ahmad al-Shara, le président par intérim, qui est le nouveau maître de Damas, a une responsabilité directe dans les massacres qui ont eu lieu sur la côte syrienne début mars. Il prétend que ce sont des groupes irréguliers qui ont fait ces massacres à la suite d'une insurrection menée par les fidèles d'Assad, les fidèles de l'ancien régime. En fait, tout ça, ça a été brodé pour les médias occidentaux et pour la population syrienne. Hayat al-Sham a commencé par attaquer un quartier, al-Aouit, le 4 mars. Donc, ça n'a pas commencé le 6 mars, comme tout le monde le dit, mais le 4 mars.

Florence Bergeaud-Blackler : Lattaquié en Syrie.

Fabrice Balanche : Lattaquié en Syrie, oui. Ensuite, ils ont attaqué un village, un village alAouite, qui est un haut lieu de la spiritualité alAouite, un village de Dalié, avec des hélicoptères. Ils ont lâché des bombes. Et forcément, ensuite, quand les colonnes de combattants djihadistes islamistes sont arrivées dans la région alaouite, les alaouites ont sorti les armes pour se défendre. Évidemment, surtout ceux qui avaient travaillé avec l'Ancien Régime, parce qu'ils savaient évidemment qu'on allait venir les arrêter et les tuer. Donc c'est ce qui s'est produit.

Les forces de Sharaa n'ont pas forcément pris part au massacre, mais comme dans tous ces types de massacres, vous avez un cordon de sécurité officiel qui laisse rentrer les supplétifs pour faire le sale boulot. Ça, c'est la stratégie de l'Empire ottoman. Si on se rappelle des massacres d'Arméniens à l'époque de sultan Abdulhamid, vous avez l'armée ottomane qui cerne les quartiers arméniens à Adana et puis on laisse rentrer des bachibouzou qui font le sale boulot. Et ensuite, on dit c'est pas nous, c'est des bandes inorganisées. Plus récemment, si on pense au massacre de Sabra et Shatila, l'armée israélienne qui est autour, on laisse rentrer les forces libanaises qui font de ça le boulot, c'est toujours la même stratégie.

Donc, Al-Sharaa pour s'imposer en Syrie pense qu'il ne pourra s'imposer que par la manière forte, et par conséquent qu'il faut qu'il fasse un exemple avec les Alaouites, de manière à ce que les autres populations se soumettent. Mais comme en même temps il a besoin d'une levée des sanctions de la part des Occidentaux, surtout des États-Unis, c'est quand même eux qui ont la clé finalement des subventions pour le nouveau régime syrien, parce que si les États-Unis ne lève pas les sanctions, même des pays comme le Qatar n'oseront pas apporter une aide substantielle à Sharaa. Et sans ça, il ne pourra pas unifier les groupes combattants et il ne pourra pas s'imposer durablement à la tête du pays.

Donc il faut qu'il montre vis-à-vis de l'Occident un visage de tolérance, de processus démocratique. Ce qui est intéressant avec ce massacre, c'est qu'il dit que... Vous voyez, d'où la nécessité de me donner de l'argent pour construire une armée, une police, pour empêcher ce genre de choses. C'est quand même le comble. Et puis, vous voyez, il y a des plus radicaux que moi. Donc finalement, je suis le moins mauvais choix. Et c'est ce que m'ont confirmé des diplomates, dont je tairai le nom, qui m'ont dit qu'on n'avait pas le choix. Il ne faut pas que la Syrie se transforme en une nouvelle Libye. Et puis si Sharaa est renversée et qu'on a des plus radicaux, on n'a pas le choix. Il faut qu'on le soutienne. Et on a vu le 17 mars à Bruxelles cette réunion des donateurs, ou après avoir levé les sanctions... Mais on avait dit, fin février, on lève les sanctions, mais attention, c'est réversible. S'il y a un problème, on les remettra en place. Là, personne n'a évoqué cette clause de réversibilité. Et on a donné du côté européen 2,5 milliards d'euros pour le nouveau régime syrien. Donc voilà pourquoi se priver de massacrer les gens, puisqu'on a des Européens qui sont aussi naïfs. Parce qu'on pourrait se dire, oui, un réel politique, il faut que la Syrie se stabilise, on ferme les yeux sur ce massacre. Mais non, c'est l'encourager à aller plus loin dans le nettoyage ethnique.

On s'aperçoit avec cet exemple du massacre des Alaouites qu'il a effectivement deux visages. Un visage polissé, ripolliné par une agence de communication britannique qui le conseille depuis 4-5 ans, pour qu'il ait des éléments de langage à apporter justement aux Occidentaux. Donc comme ça, il coche toutes les cases. Gouvernement inclusif, tolérance, démocratie.

Florence Bergeaud-Blackler : Mais qui paie cette agence de communication ? Qui est derrière ? Est-ce que, comme Gilles Kepel l'avait proposé, c'est un personnage, un djihadiste en fait, relooké par la Turquie et le Qatar, qui veut fabriquer ce nouveau personnage au trellis ?

Fabrice Balanche : Oui. Alors Aminima, effectivement, la Turquie, puisque c'est la Turquie qui l'a soutenue dans son offensive début décembre pour prendre le pouvoir à Damas. Mais c'est la Turquie qui l'a aussi protégée depuis 5 ans dans le réduit d'Idlib, puisque en 2019-2020...

Florence Bergeaud-Blackler : Alors Idlib, pour le situer...

Fabrice Balanche : Donc Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie. C'était une zone rebelle, à la frontière de la Turquie, coincée à la frontière turque. Une zone rebelle dans laquelle le front al-Nosra, à l'époque, l'ancêtre de Hayat Tahrir al-Sham, s'est enquisté, a prospéré, tel un coucou, et ensuite a éliminé les autres groupes rebelles qui occupaient la zone et qui étaient beaucoup plus puissants que lui. Et à partir de 2019-2020, il avait expulsé tous les autres groupes, éliminé tous les opposants, qu'ils soient islamistes ou laïcs, et il avait installé son totalitarisme islamique. Seulement...

Florence Bergeaud-Blackler : Comment, d'ailleurs, pour nous donner un peu une idée, comment on installe un totalitarisme ? Ça veut dire quoi, concrètement ?

Fabrice Balanche : Donc déjà, on élimine tous les opposants, mais pas de façon ouverte. Je prends par exemple l'exemple de Raed Fares, qui était un opposant laïque, un activiste, vraiment un activiste du printemps arabe qui voulait la démocratie, enfin vraiment, qui avait monté une ONG dans sa petite ville, Kafarnabel, au sud d'Idleb, montait une radio avec des subventions de l'Union Européenne, etc. Et oui, mais sur sa radio, il diffusait de la musique. Donc, el Nosra l'ont mis en prison quelques temps. Ensuite, il est sorti de prison. Et puis, il a été assassiné en 2018 par des hommes inconnus. Ça, c'est la technique.

Florence Bergeaud-Blackler : On ne signe pas.

Fabrice Balanche : Là, on sait très bien que les massacres, avant les massacres, la première chose que font les chefs djihadistes, c'est de confisquer les téléphones portables de la population civile. Auparavant, ils ont évidemment tenté de confisquer l'essentiel des téléphones portables de leurs hommes pour éviter qu'ils ne fassent des vidéos avec les cadavres en train d'égorger, etc. Bon, ils n'y arrivent pas à 100% parce qu'il y a des vidéos qui circulent, parce que les djihadistes, les islamistes, ils ne peuvent pas s'empêcher de garder des vidéos souvenirs. Et ensuite, ils les diffusent. Et puis après il y a quelques personnes au niveau local qui conservent quand même.

Florence Bergeaud-Blackler : Il y a marché pour les beepers là alors.

Fabrice Balanche : Oui mais enfin les beepers ont mauvaise réputation après ceux du Hezbollah. Donc pas de publicité, on assassine discrètement, sans revendication. Là par exemple, les massacres sont censés être terminés depuis le 10 mars. Moi, j'ai des nouvelles tous les jours qui viennent de la région à la Huit. C'est 10, 15, 20 personnes qui sont assassinées par jour. Mais on n'en parle plus. C'est discret. C'est plus des gros massacres comme ceux de Bagnasse, où il y a eu

plusieurs centaines de morts, ceux de Snowbar, où tous les journalistes se sont précipités. Et là, vu l'ampleur du massacre, ils n'ont pas pu le cacher. Là, maintenant, voilà. Ils sont revenus à l'ancienne technique. Petit massacre discret, mais qui terrorise la population.

Florence Bergeaud-Blackler : Revenons sur le soutien de la Turquie.

Fabrice Balanche : Alors revenons sur le soutien de la Turquie. En fait, cette Turquie, lorsqu'en 2019-2020, l'armée syrienne, appuyée par les milices chiites, pro-iraniennes et l'aviation russe, veulent en finir avec le rééduité d'IDLEP, parce que dans une stratégie de contre-insurrection, il faut surtout pas laisser une zone sanctuaire à la rébellion, parce qu'elle a le temps de s'organiser, de constituer un contre-pouvoir, un contre-système, et à terme, de pouvoir l'emporter. Et c'est ce qui a fini par se passer.

Florence Bergeaud-Blackler : D'emporter la Syrie, en l'occurrence, qui est dans un état de chaos.

Fabrice Balanche : Voilà. D'emporter la Syrie comme ils ont pu le faire, donc, en décembre. Ça devait être l'assaut final. La Turquie s'y est opposée et elle a déployé 10 000 hommes sur la ligne de front pour bloquer l'offensive des loyalistes à Bachar el-Assad. Elle a même bombardé l'armée syrienne. Et il y a eu ensuite un échange assez tendu entre Poutine et Erdogan. Erdogan est allé à Moscou pour s'expliquer. Ils étaient furieux de voir que la Turquie s'était opposée à l'éradication du foyer d'Idlib. Ils devaient repasser à l'offensive, donnant une contrepartie à la Turquie dans le Caucase, en Libye, parce que le jeu dépasse évidemment la Syrie.

Puis il y a eu le Covid. Alors le Covid, évidemment, bloque les opérations armées. Et puis ensuite, il y a eu l'Ukraine. Et là, la Russie a changé de ton à l'égard de la Turquie parce que la priorité, c'était évidemment l'Ukraine. Donc, il fallait utiliser la Turquie comme cheval de Troie au sein de l'OTAN pour déstabiliser l'OTAN. On se souvient comment la Turquie, par exemple, a bloqué l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN, exigeant des contreparties à l'égard des Kurdes. Enfin, bon, elle n'a pas pu le bloquer éternellement parce qu'elle est quand même membre de l'OTAN. Mais ça a été quand même extrêmement sérieux. Et en échange, la Russie a donc renoncé à éliminer Hidlep.

Et comme la guerre en Ukraine a perduré, les Turcs ont eu le temps donc de changer l'image d'al-Djoulani, de lui permettre d'installer son pouvoir totalitaire dans la région d'Idlep, financée par l'aide internationale, parce que les seuls postes frontières pour l'aide internationale transfrontalière qui sont restés ouverts, c'est ceux entre Idlep et la Turquie. Les postes transfrontaliers entre la zone kurde et l'Irak ont été fermés, privant ainsi les Kurdes du programme alimentaire mondial, par exemple, alors que le programme alimentaire mondial, les ONG, le

centre de crise du ministère des Affaires étrangères français, de l'UE ont déversé des centaines de millions d'euros sur la zone d'Idlep, exagérant même la population de la zone d'Idlep, disant qu'il y avait 4 millions, 5 millions d'habitants, alors qu'il y en avait 2,5 millions pour être sûr qu'il y ait eu une aide suffisante. Et Ashara a utilisé cette aide pour clientéliser la population locale. Parce que comme c'était trop dangereux pour les ONG, pour les expatriés d'aller dans la zone d'Idlep, eh bien il laissait faire les ONG locales qui étaient complètement tenues par Hayat Tahrir al-Sham.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors les ONG locales, c'est qui ? C'est l'ONU ?

Fabrice Balanche : C'est... Les ONG locales, c'est des...

Florence Bergeaud-Blackler : Enfin qui sont derrière les ONG locales ?

Fabrice Balanche : Oui, ce sont les bailleurs internationaux, avec des ONG comme MSF, Médecins du Monde ou Mercicorp, qui vont déléguer leur travail sur place.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc cet argent vient des pays occidentaux, des pays riches, est acheminé sur place, dérouté, on peut dire, des Kurdes vers plutôt la région d'Idlib, on peut dire ça comme ça ?

Fabrice Balanche : Oui, alors effectivement, comme la région kurde n'était plus alimentée, en tout cas par le programme alimentaire mondial, parce qu'on a quand même continué à soutenir la région kurde, mais en dehors du processus onusien. Il ne manque pas, on a compensé parce que les Kurdes étaient aussi utiles dans la stratégie anti-Assad. Mais en ce qui concerne Idlep, on a aussi donné énormément d'aide humanitaire, d'argent à Hayat Tahrir al-Sham parce que ça rentrait dans cette stratégie, finalement, de soutenir un groupe certes djihadistes, qu'on avait paradoxalement mis sur la liste des organisations terroristes, à la fois aux États-Unis, à la fois en Europe et en France. Et on faisait mine de croire que les ONG locales, les comités de coordination locaux à laquelle on apportait l'aide humanitaire n'avaient pas de lien avec al-Djolani, avec la tête djihadiste. Et comme les ONG, les expatriés restaient en Turquie et allaient très peu à Idlep, où ils y allaient quelques heures par jour uniquement pour faire un...

Florence Bergeaud-Blackler : Ils ne voyaient pas ce qui se passait.

Fabrice Balanche : Ils voyaient absolument pas ce qui se passait. Et même s'ils voyaient ce qui se passait, s'ils le dénonçaient, vu que les bailleurs leur avaient donné l'ordre de donner l'aide humanitaire, la première ONG qui dénonce ça, c'est fini. Elle est sortie de la liste. Et comme beaucoup d'ONG, notamment sur la Syrie, c'est un tel marché que ça représentait la moitié, voire un tiers, voire la

moitié de leur chiffre d'affaires, être exclu de la shortlist de Bruxelles pour l'aide humanitaire en Syrie, en gros, vous êtes condamné à mort.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc on a nourri la bête HTS, mais sans savoir vraiment qu'on le faisait, sans intention de le faire ?

Fabrice Balanche : À Bruxelles, on le savait. Après, le citoyen européen...

Florence Bergeaud-Blackler : Enfin sans intention de le faire. C'est ça que je voulais dire.

Fabrice Balanche : Alors sans intention de le faire, on peut quand même se poser la question. L'objectif était quand même d'empêcher la victoire de Bachar el-Assad des Iraniens et des Russes en Syrie. Donc si on pouvait maintenir en vie un groupe opposé...

Florence Bergeaud-Blackler : Quand même un groupe djihadiste, un groupe lié à Al-Qaïda.

Fabrice Balanche : Oui mais enfin ça, en géopolitique, on s'aperçoit qu'on a des accommodements, même si on les met sur la liste des organisations terroristes, finalement s'ils peuvent être utiles, on va fermer les yeux.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc il y a cette aide-là, cette aide internationale, volontaire ou non. Et puis après la Turquie. Comment on transforme ce djihadiste en un personnage du type Zelensky ? On a vu la ressemblance presque. Qui a voulu ça ? Alors la Turquie, le Qatar. Qui a transformé ce personnage en toute connaissance de cause ?

Fabrice Balanche : La Turquie. La Turquie et avec l'argent du Qatar. Ça c'est très clair. Est-ce que du côté britannique, puisque c'est un cabinet de communication britannique qui le conseille, il y a eu une influence des services britanniques ?

Florence Bergeaud-Blackler : Les Américains ont dû donner leur part.

Fabrice Balanche : Est-ce qu'à Washington, on avait envie aussi de ce scénario ? Point d'interrogation. Mais en tout cas, du côté turc et du côté qatari, ça j'en suis évidemment persuadé, puisqu'on voit aujourd'hui que ce sont ces deux pays qui soutiennent Ahmad Echshala, qui demandent la levée des sanctions, qui sont prêts à apporter une aide financière. Par contre, du côté américain, on est beaucoup plus circonspect, parce qu'on connaît Ashallah, vu qu'il a été plusieurs années en prison à Boukhlaïb, en Irak. Là, on est beaucoup moins naïf du côté américain. Surtout que du côté américain, avec l'élection de Trump, on voit la Syrie quand même plutôt à travers les yeux de Netanyahu. Et pour Israël, la priorité c'était de chasser Assad parce que la Syrie était devenue une colonie iranienne. Les

routes vers le Liban, vers le Hezbollah étaient ouvertes et donc c'était vraiment une menace existentielle pour Israël. Donc la priorité était de faire tomber Assad. Et c'est ce qui s'est produit parce que c'est grâce au bombardement israélien sur la Syrie pendant deux ans, surtout après le 7 octobre, que les 50 000 miliciens chiites hezbollah et milices chiites irakiennes qui soutenaient le régime syrien sont partis. L'aviation russe était piégée en Ukraine et par conséquent, ça a permis à Hayat Tahrir al-Sham de s'emparer facilement du pouvoir.

Mais aujourd'hui pour Israël, la question c'est empêcher que ce régime islamique ne deviennent une menace, revendiquent le Golan, soutiennent la Palestine, voire se réconcilient avec l'Iran. Parce que Hachara, comme les Ayatollahs, partagent la même utopie mobilisatrice qui est la destruction de l'État d'Israël. C'est même pas une utopie, puisque c'est quand même un objectif avéré. Et donc, finalement, dans quelques années, il pourrait très bien se réconcilier, tout comme le Hamas, à un moment donné, a soutenu la rébellion syrienne, et ensuite s'est réconcilié avec l'Iran dans la guerre contre Israël.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que Al-Shara est membre des Frères musulmans ?

Fabrice Balanche : Je ne pense pas. Je ne pense pas parce que quand il était jeune, il était plutôt issu d'une famille nationaliste arabe. Son père était nazérien. Ensuite, lui a abandonné ses études scientifiques pour faire de l'arabe classique. Donc voilà la conversion. Frères musulmans en Syrie, c'était compliqué dans les années 90 parce qu'Afex el-Assad avait éradiqué les frères musulmans de Syrie. Donc il y a eu le massacre de Hama. Et si vous apparteniez à la confrérie, c'était la peine de mort. Donc tous les frères musulmans syriens sont partis à l'étranger. J'en ai croisé au Qatar, à l'université du Qatar. J'en ai croisé en France ou dans d'autres pays arabes. Ils sont partis se réfugier à l'étranger, nourrissant évidemment une haine à l'égard du régime d'Assad absolument incroyable. C'est pour ça qu'on les a, dès 2011, trouvés en masse dans le Conseil national syrien, contrôlant finalement l'opposition syrienne à l'étranger.

Florence Bergeaud-Blackler : Et alors pourquoi est-ce que El-Shara ne serait pas un membre de la Confédération ?

Fabrice Balanche : Bah parce qu'il a très vite été happé par l'action violente.

Florence Bergeaud-Blackler : L'un n'empêche pas l'autre.

Fabrice Balanche : Oui, l'un n'empêche pas l'autre. Vu son parcours en Irak, est-ce qu'il a été membre des frères musulmans en Syrie ? Quand il était étudiant, c'était quand même difficile parce qu'ils étaient extrêmement surveillés. Donc il

est adhérent à l'idéologie frériste. De toute façon, on connaît... L'idéologie frériste ou salafiste, c'est une vraie passoire.

Florence Bergeaud-Blackler : Oui, oui, vous avez raison, je suis la première à dire d'ailleurs que même Al Kardaoui n'était pas membre des Frères musulmans, or c'est le plus grand idéologue des Frères musulmans, donc bien sûr, ce n'est pas important, mais enfin, ça permet de resituer le débat.

Fabrice Balanche : Je pense qu'il a été inspiré par, effectivement, l'idéologie frériste.

Florence Bergeaud-Blackler : Et il a maintenant les soutiens des Frères musulmans.

Fabrice Balanche : Et il a évidemment le soutien des Frères musulmans, tout à fait. Et je dirais même qu'il a besoin des frères musulmans pour construire sa république islamique en Syrie, parce que les djihadistes qui étaient avec lui à Idleb, qu'il a fait venir d'Irak, bon, pour maintenir l'ordre, ils sont efficaces, on l'a vu à l'égard des Alaouites, mais pour construire un État, pour construire des institutions, c'est pas sur eux qu'il peut s'appuyer. Donc il a besoin des frères musulmans.

Florence Bergeaud-Blackler : Mais surtout du réseau international des Frères musulmans, de l'argent du Qatar.

Fabrice Balanche : Tout à fait.

Florence Bergeaud-Blackler : Vous avez écrit que l'influence des frères musulmans en Orient repose sur un lobbying actif et ancien, d'ailleurs en Occident, dans un article. Ça veut dire que pour avoir de l'influence au Moyen-Orient, il faut être capable de mobiliser tous les soutiens dans le monde et ça passe par justement les réseaux des frères musulmans.

Fabrice Balanche : Oui. Alors le réseau qu'ils ont tissé depuis les années 70-80... Alors les premiers qui ont été chassés, c'était d'Égypte, ensuite de Syrie. Évidemment, ils ont prospéré à l'étranger. Ils ont fait des études. Ils ont acquis des positions importantes.

Florence Bergeaud-Blackler : Ils tiennent aussi des banques. Il y a de l'argent, aussi.

Fabrice Balanche : Et ce sont eux, il faut pas oublier, qui ont bâti le Qatar. L'émir du Qatar, le grand-père de l'émir actuel, avait un faible pour les frères musulmans. Il les a fait venir.

Florence Bergeaud-Blackler : Les frères musulmans égyptiens ?

Fabrice Balanche : Égyptiens, dans un premier temps. Et moi, j'avais été au Qatar donc la première fois en 2008. J'avais été invité par l'université du Qatar pour faire des conférences. Et la doyenne de la faculté des arts et des sciences qui m'avait invitée, c'était une des filles d'Al-Qaradawi. Alors c'était très intéressant. Le chef de département de géographie, c'était un Syrien de Damas, qui était frère musulman puisqu'il n'avait pas remis les pieds en Syrie. Il avait vécu en Angleterre, il n'avait jamais remis les pieds en Syrie.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc des frères musulmans qui étaient quand même passés par l'Europe.

Fabrice Balanche : Oui, parce que c'est en Europe qu'ils vont acquérir les diplômes, qu'ils vont acquérir les compétences qui vont leur permettre ensuite de trouver du travail bien payé dans les pays du Golfe. Et c'était justement le cas de ce chef de département de géographie qui avait fait une thèse en géo en Angleterre et ensuite qui avait trouvé facilement du travail au Qatar. Après, pour les cadres moyens, les profs, les médecins, ils n'ont pas forcément besoin de passer par l'Europe. Mais beaucoup passent par l'Europe parce qu'évidemment, ils bénéficient d'un enseignement d'une plus grande qualité avec des diplômes qui sont davantage reconnus que les diplômes égyptiens, beaucoup mieux valorisés dans le golfe.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc souvent, et notamment en Europe, on a une vision des frères musulmans comme des individus projetés, c'est-à-dire qu'ils viennent de l'extérieur et qu'ils arrivent ici en Europe. Or, on a l'impression qu'au contraire, les frères musulmans sont plutôt un réseau mondial qui s'est formé, qui s'est éduqué aussi dans les universités occidentales, que ce soit en Europe ou aux États-Unis, et qui influence en fait les politiques du Moyen-Orient. Est-ce que ça paraît être le cas du Qatar, par exemple, où il y a énormément d'universitaires qui sont influencés par l'idéologie frémise, qui vont enseigner là-bas, s'installer parfois là-bas, et qui vont diffuser leur idéologie, qui est à la fois très bien informée, parce qu'effectivement ce sont des gens qui ont de belles formations, toutes sortes de disciplines, et qui vont formaliser en fait, par exemple, l'islamisation de la connaissance des frères musulmans, des moyens intellectuels, technologiques qui vont leur permettre de prendre le pouvoir, alors pas seulement dans les pays musulmans, mais partout dans le monde, ça reste quand même leur objectif.

Fabrice Balanche : Oui, c'est leur objectif. Alors l'objectif premier des frères musulmans, c'était d'utiliser finalement les pays occidentaux comme des sanctuaires dans lesquels ils pouvaient se reproduire et ils pouvaient acquérir diplômes, connaissances, argent. Ça, c'était le premier stade. Et de manière à pouvoir prendre le pouvoir ensuite dans les pays d'origine. Ils se sont aussi installés dans les pays du Golfe, parce qu'il ne faut pas oublier que des pays comme l'Arabie

Saoudite, par exemple, ont accueilli les frères musulmans dans les années 60, quand ils ont été chassés par Nasser. Avant de se rendre compte du danger...

Florence Bergeaud-Blackler : Dans leur conflit avec l'Égypte.

Fabrice Balanche : Dans le conflit avec l'Égypte, de lutte contre le nationalisme arabe. Avant de se rendre compte quel danger ça pouvait représenter pour leur propre stabilité.

Florence Bergeaud-Blackler : Et cette prise de conscience, c'est 2001, on peut dire.

Fabrice Balanche : C'est ça. Oui, oui, oui. Les attaques. Et puis quand le nationalisme arabe, finalement, a perdu de sa virulence, n'a pu représenter un danger, bon ben des pays comme l'Arabie saoudite et comme les Émirats se sont... Là, on fait la chasse, eux aussi, aux frères musulmans. Et le Qatar, lui, par contre, qui a cherché à exister en opposition à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, s'est appuyé sur eux, pensant les utiliser comme pouvoir de nuisance à l'égard de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis pour se faire respecter de ces deux mastodontes qui l'entourent. Le Qatar a énormément d'argent grâce à ses champs gaziers. Et c'est vrai qu'en 2011, il s'est vu... L'émir du Qatar, Adhani, le père de l'émir actuel, il s'est vu le nouveau Nasser. Il s'est vu celui qui allait réaliser l'unité du monde arabe. C'est un petit pays le Qatar, il y a 300 000 nationaux. Et pour ça, il a donc besoin de s'appuyer sur une infrastructure qui est celle des frères musulmans. Bon, ça a fini par se retourner contre lui avec l'embargo mis en place par l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis entre 2017 et 2020. Après, ils se sont vraiment calmés à l'égard des frères musulmans. Et là, à l'égard d'Achshala en Syrie, ils font quand même assez attention, parce qu'ils n'ont pas envie que ça se reproduise.

Florence Bergeaud-Blackler : Que quoi se reproduise ?

Fabrice Balanche : Un embargo à l'égard du Qatar, parce qu'ils se sont quand même retrouvés bien seuls, avec à un moment donné même la peur d'être envahie par une offensive militaire saoudienne. C'est là que d'ailleurs la Turquie est venue à la rescousse en installant une base militaire au Qatar et en s'opposant fermement à cette vétille saoudienne. D'où on voit aujourd'hui cette alliance très forte entre le Qatar et la Turquie. Le Qatar finançant finalement l'expansion turque au Moyen-Orient. On a vu une base militaire turque à Mogadiscio, Mogadiscio étant un allié du Qatar, parce que le Somaliland, par exemple, est allié des Émirats arabes unis. Donc on a vraiment cette alliance très forte entre Qatar et Turquie dans un but de protection. Et on a donc une... cette volonté géopolitique du Qatar qui rencontre l'expansionnisme néo-ottoman de la Turquie, qui s'appuie... Néo-ottoman et même califal.

Florence Bergeaud-Blackler : Et califal, oui, parce que de toute façon, néo-ottoman, ça veut dire que Istanbul redevient le siège du califat.

Fabrice Balanche : Et s'appuie sur la confrérie dans l'ensemble du monde musulman, et y compris dans les pays occidentaux. Puisque la KP, finalement, c'est un avatar du frérisme.

Florence Bergeaud-Blackler : Oui. Mais il peut y avoir une rivalité entre Al-Shara et Erdogan. Ils peuvent vouloir être tous les deux califs, les nouveaux califs.

Fabrice Balanche : Oui, oui. Enfin Al-Shara, pour l'instant, il a la tête d'un...

Florence Bergeaud-Blackler : Pour faire la grande Syrie.

Fabrice Balanche : Il a la tête d'un pays en ruine qui contrôle à moitié, puisque le nord-est est toujours contrôlé par les Kurdes. Le sud de la Syrie...

Florence Bergeaud-Blackler : Oui mais dans sa vision...

Fabrice Balanche : Ah ben dans sa vision, effectivement. Mais les Turcs le contrôlent tout de même, parce que déjà...

Florence Bergeaud-Blackler : Donc les Turcs agissent pour Al-Shara parce qu'ils pensent le contrôler ?

Fabrice Balanche : Oui, et ils veulent toujours continuer à le contrôler. Pour pouvoir récupérer la Grande Syrie ? Les Turcs s'appuient sur un groupe qui s'appelle l'Armée Nationale Syrienne, qui sont des supplétifs pro-turcs, qui font jeu égal avec Hayat al-Hilasham. Donc Al-Shara ne peut pas contrôler toute la Syrie. Il a d'autres groupes qui sont pro-turcs qui le bloquent. Il ne pourra pas non plus bénéficier de l'aide de l'Arabie Saoudite ou des Émirats Arabes Unis parce que ces deux pays se méfient énormément de Shara dans la projection d'une révolution islamique vers la Jordanie et vers l'Arabie Saoudite. Donc il a besoin absolument du soutien turc. Et dans l'esprit d'Erdogan, la Syrie, ce sera une province ottomane, ce ne sera pas un pays indépendant.

Mais ce qui est très dangereux que Chara possède, c'est qu'il faut savoir que la Syrie, c'est de là qu'est né le hanbalisme et donc le wahhabisme. C'est à Hama, à Homs, à Damas, à Alep dans ces grandes villes sunnites de l'intérieur de la Syrie que l'islam le plus radical a émergé au Moyen-Âge. Alors certes la Syrie a donné aussi naissance à des soufis, un islam très tolérant etc. Mais les pays musulmans de la région ont très peur de ce sunnisme radical issu de Syrie. Et pourquoi il y a tant de djihadistes, de jeunes qui veulent aller en Syrie pour apprendre l'arabe ou pour faire le djihad, etc. ? C'est parce qu'il y a cette histoire. Ibn Taymiyyah, par exemple, cet imam du Moyen Âge extrêmement radical, Abdel Wahab, le

fondateur du wahabisme saoudien, il vient de Syrie. Et Sham, Damas, la Routa de Damas, c'est la vision du paradis terrestre. Lorsque les Arabes viennent de l'Amek, de Médine, le premier pays qu'ils vont conquérir c'est la Syrie. Et ils arrivent à Damas, une ville, ils arrivent dans ces jardins de la Routa, pour eux c'est la vision du paradis terrestre. Et ça c'est quelque chose qui marque les... qui marque évidemment l'esprit des islamistes et qui explique qu'il y ait ce pouvoir d'attraction de la Syrie.

Et là, on l'a encore vu récemment, puisqu'il y a deux jeunes, un Turc et un jeune Français d'Oyonnax, dans l'Ain, à proximité de Lyon, qui se sont fait arrêter parce qu'ils voulaient rejoindre la Syrie, et notamment le groupe Khatibat al-Khuraba de Homsin, qui est un franco-sénégalais qui est installé dans la région d'Igglep depuis 2013, qui a attiré des centaines de jeunes français en Syrie pour faire le djihad dans les rangs d'al-Nosra, dont Hayat al-Hasham aujourd'hui est Daesh, puisqu'il faut se souvenir que Daesh et al-Nosra, au début, c'était la même chose, que al-Djolani et al-Baghdadi, c'était des frères d'armes, et pour des querelles d'égo, ils se sont séparés. Mais c'était les mêmes.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors pour revenir justement à la problématique de cette conversation qui est la relation entre l'islamisme politique et le djihadisme, est-ce que chaque fois que l'islam politique avance quelque part, il n'est pas chaque fois débordé par le djihadisme et par cette fascination d'un califat tout de suite maintenant aux couleurs du paradis de Damas ?

Fabrice Balanche :Oui, tout à fait. Les frères musulmans, eux, c'est une stratégie à long terme, patience, conversion des gens, conversion quand ils sont dans un état de droit, dans un état démocratique, mais quand ils arrivent au pouvoir, là c'est les mesures de coercition et la répression d'état qu'ils vont utiliser. Bon, mais tout ça, ça prend du temps. C'est des gens aussi qui viennent de la petite bourgeoisie, de la moyenne bourgeoisie, qui n'ont que mépris pour les pauvres. Mais ça ne les empêche pas de recruter des militants chez les pauvres qui vont envoyer se faire tuer. Parce que c'est eux qui vont être mis en avant et pas les têtes qui elles... se prémunissent bien en ayant un appartement à Londres ou à Bruxelles et puis laissent les militants issus des banlieues se faire étrier sur le terrain.

Florence Bergeaud-Blackler : Mais ils ont un rapport, je dirais, pragmatique et opportuniste à la violence. C'est-à-dire qu'ils ne la veulent pas forcément, notamment les frères musulmans en Europe. Ils n'ont pas intérêt à... À être violent, ça les entraînerait vers des problèmes avec la police, avec leurs comptes bancaires, avec toutes leurs activités.

Fabrice Balanche :C'est ça. Mais bon, ils se font vite déborder par une partie des gens qu'ils ont formés et qu'ils ont inspirés, les impatientes, qui veulent brûler les étapes et passer à la violence.

Florence Bergeaud-Blackler : On l'a vu de façon tout à fait manifeste en Europe. Dans les années 80, ce sont d'abord les frères qui arrivent et ensuite les salafistes arrivent sur le terrain en disant mais les frères sont des hypocrites, ils ne sont pas assez croyants, etc.

Fabrice Balanche : Tout à fait. Donc c'est ce qui se produit. Et vous avez une première ré-islamisation qui se fait grâce aux frères musulmans en Europe qui vont investir le social, l'éducation. Vous avez des problèmes dans les banlieues. Les édiles ne savent pas comment s'en sortir. Alors il y a des gens qui viennent vous voir en disant « Bah voilà, je vais créer une association pour l'aide aux devoirs. Je vais créer une association pour faire du sport, pour les gamins, pour les encadrer », etc. Allez, dans le cadre de la politique de la ville, vous déversez des centaines de milliers d'euros.

Florence Bergeaud-Blackler : Parce qu'évidemment, les frères musulmans ne disent jamais, et en particulier en Europe, qu'ils sont des frères musulmans, ou qu'ils partagent cette idéologie-là. Donc ils se font passer plutôt pour des experts, des conseillers, des gens qui sont, voilà, de l'islam du juste milieu, entendez la nuance, etc. Or, en réalité, ce n'est pas exactement ça. Ça fait partie de cette stratégie.

Fabrice Balanche : Ça fait partie de la stratégie de dissimulation pour pouvoir capter des financements, pour pouvoir se faire apprécier par les collectivités locales, les bailleurs de fonds, qui trouvent qu'ils font du bon travail dans les banlieues. Maintenant, c'est beaucoup plus calme. Voilà. Puisque ce qu'on veut avant tout, évidemment, c'est la paix sociale. Donc au nom de la religion, ils obtiennent la paix sociale. Et ensuite, eux, dans leur stratégie, c'est ceux, comme beaucoup de militants, finalement, associatifs, qui se servent de l'associatif pour ensuite faire de la politique. Ils vont donc se présenter aux élections, non pas en tant que frères musulmans, mais ils vont rentrer dans un parti local, alors plus souvent chez le Parti socialiste, les écologistes. Ils avaient fait une OPA même à un moment donné sur l'UDI de Jean-Christophe Lagarde qui avait réussi à récupérer beaucoup de municipalités en Seine-Saint-Denis au détriment des communistes, en s'alliant avec les frères musulmans, en prenant sur les listes des militants associatifs qui étaient en fait issus des frères musulmans. Voilà, ça c'est leur stratégie parce qu'une fois qu'ils ont des places dans les municipalités, qu'ils sont adjoints au maire, ils vont faire rentrer des frères et des sœurs dans les services municipaux.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce qu'on peut parler de cellules dormantes, d'une certaine manière, dans la mesure où ils sont relativement discrets ?

Fabrice Balanche : C'est pas des cellules dormantes, parce que la cellule dormante, en fait, elle attend son heure pour passer à l'action. Là, ils sont pas du tout dormants. C'est des cellules qui sont extrêmement actives, mais pas

actives dans la violence, c'est vraiment contrôler les rouages des administrations locales, des collectivités locales, ce qui va leur permettre ensuite de redistribuer vers leurs ouailles pour entretenir un clientélisme politico-communautaire dans l'attribution des logements sociaux, dans les attributions de... Quand on est dans une mairie, il y a tout un tas de postes, le recrutement des ADSEM pour les aides dans les écoles maternelles ou primaires, etc.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que ce n'est pas le fait d'une méthode de tous les groupes de pression ? Qu'est-ce qui fait la différence ? La façon dont ils s'opèrent ?

Fabrice Balanche : Eux, c'est vraiment du clientélisme communautaire. C'est vraiment... Je suis conseiller municipal, donc je sais comment ça se passe dans une mairie quand on veut recruter du monde. On fait des appels d'offres et puis on prend les plus méritants, comme dans toute entreprise. Mais vous avez des municipalités dans lesquelles, quand ce sont des gens issus des frères musulmans qui sont adjoints à l'éducation ou au logement social, etc., il y a une préférence pour les musulmans.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors quelles que soient les origines d'ailleurs. La préférence communautaire, c'est qu'on soit turc, maghrébin, africain ou même français de souche.

Fabrice Balanche : Ça c'est encore mieux. Si on trouve un français de souche converti à l'islam, alors là il a le tapis vert.

Florence Bergeaud-Blackler : Et pourquoi d'ailleurs ?

Fabrice Balanche : Parce que c'est la preuve que les chrétiens se convertissent et donc ceux-là on les met en avant.

Florence Bergeaud-Blackler : Ils ont généralement une bonne connaissance aussi de leur environnement.

Fabrice Balanche : On les met en avant. Si le type, il est célibataire, on va le trouver une sœur avec laquelle il va se marier. On va l'exhiber. Enfin...

Florence Bergeaud-Blackler : Donc ce sont des méthodes qui ne sont pas importées du Moyen-Orient. Ce sont des méthodes adaptées tout simplement à la vision du monde et aux méthodes halales, c'est-à-dire licites de l'islam. C'est-à-dire qu'on prend ce qui existe dans l'environnement et on le rend charia-compatible.

Fabrice Balanche : C'est ça, c'est des gens qui sont extrêmement pragmatiques, de toute façon c'est ça leur force.

Florence Bergeaud-Blackler : Parce qu'on a l'impression, je dis ça parce qu'on a l'impression souvent que ce sont des méthodes importées. Or ici ce n'est pas le cas, ce qui est importé c'est l'éthique, c'est l'idée, c'est la vision du monde et ensuite on se sert de ce qui existe dans l'entourage, dans l'environnement, on le ré-islamise. C'est ça, islamiser la modernité, c'était ça.

Fabrice Balanche : Ils savent très bien trouver les failles dans nos démocraties, dans les partis politiques qui, pour prendre une municipalité, pour être élus, sont prêts à actionner le communautarisme, pensant qu'ils vont pouvoir les contrôler, alors qu'ils ne se rendent pas compte qu'au bout d'un moment ils se retrouvent prisonniers de ce communautarisme parce qu'on ne va pas leur apporter les voix de la communauté sans retour immédiat sur investissement.

Florence Bergeaud-Blackler : Ça, c'est intéressant ce que vous dites, parce que ça, je l'ai constaté de multiples fois. Chaque fois qu'on voit effectivement un individu proche des Frères musulmans rodé autour d'une équipe municipale, on le signale à l'équipe municipale, au maire, qui dit « Oui, oui, mais je le sais. Mais en fait, il vaut mieux les avoir avec nous. Comme ça, on peut les contrôler que de ne pas savoir où ils sont ». Qu'est-ce que vous pensez de cet argument ?

Fabrice Balanche : Alors soit le maire est naïf, bon effectivement ça peut être une stratégie, mais il ne se rend pas compte qu'en face de lui il a des requins, il n'a pas des agneaux. Et donc c'est eux qui vont se mettre ensuite à contrôler la municipalité parce qu'ils vont faire un entrisme systématique. Ils vont utiliser toutes les ressources à leur disposition pour se renforcer sans scrupule. L'intérêt général, c'est quelque chose qui leur échappe complètement.

Florence Bergeaud-Blackler : Enfin, l'intérêt général dans la démocratie, ça ne les intéresse pas. Mais l'intérêt général dans le cadre de la charia, ça, ça les intéresse.

Fabrice Balanche : Oui, bien sûr. Mais dans le cadre de la démocratie française et dans l'intérêt général d'une commune, d'une collectivité locale, là, ils n'en ont absolument rien à faire.

Florence Bergeaud-Blackler : Parce qu'ils sont dans un autre univers de sens et de loi et de règles.

Fabrice Balanche : Tout à fait. Donc c'est pour ça qu'ils sont extrêmement dangereux. Et le problème c'est que la plupart des maires, des élus locaux, ne sont pas formés à cela. Dans beaucoup de services municipaux, des gens qui font de l'urbanisme, qui sont issus des universités de sciences humaines et sociales, ils n'ont jamais entendu parler de ça. Parce que, comme vous le savez, faire des cours sur ces sujets, c'est extrêmement dangereux. Vous vous faites mettre à l'index.

Donc les gens qui vont travailler sur la politique de la ville vont avoir une vision soit en termes de classe sociale, soit en termes de post-modernisme et surtout pas en termes communautaires et ne vont pas voir l'entrisme que peuvent réaliser les frères musulmans dans cette politique de la ville.

Florence Bergeaud-Blackler : Parce que les politiques de la ville s'entourent des sociologues qui sont justement formés à la discrimination, l'islamophobie, etc. Donc hyper sensibilisés à cette question dont on n'a jamais d'ailleurs démontré l'existence réelle. Donc il y a bien un problème quand même qui vient de l'université, là où on produit des connaissances qui sont supposées servir aux politiques de la ville. Est-ce que vous pouvez nous en dire quelques mots ?

Fabrice Balanche :Oui, alors ça c'est dans les facultés de sciences humaines et sociales qui aujourd'hui sont dominées par la gauche voire l'extrême gauche, que ce soit au niveau du camp enseignant et du pouvoir des syndicats étudiants. Si vous avez une position anti-frères musulmans...

Florence Bergeaud-Blackler : Ou en tout cas critique, ne serait-ce que non apologétique.

Fabrice Balanche :Vous êtes vite taxé d'être islamophobe.

Florence Bergeaud-Blackler : Ça vous est arrivé ?

Fabrice Balanche :Ça m'est arrivé récemment. Il y a 2 semaines, j'ai fait une conférence pour les référents en défense, parce qu'il y a des référents en défense dans toutes les universités. Donc chaque année, il y a une réunion. Donc des gens qui sont liés... C'est des bénévoles qui sont liés, comment dire, à l'armée et faire des formations pour éduquer les étudiants à la défense nationale, à l'esprit de défense. C'est un peu aussi l'antichambre de l'IHEDN, l'Institut des hautes études en défense nationale. Et donc on a dans chaque université un référent défense chargé justement de faire ce type de formation. Et là, il y avait la réunion annuelle des référents pour la région vers l'Rhône-Alpes. Donc le thème, c'était l'attentat islamiste. L'attentat. Dix ans après Charlie Hebdo et le Bataclan, c'est faire un petit point sur les attentats. Et on m'a demandé d'intervenir sur l'attentat islamiste.

Donc j'ai expliqué notamment l'attentat suicide, le Drakkar en 1983, quand un camion piégé, piloté par un chiite, membre du Hezbollah, s'était fait exploser au Liban, tuant des parachutistes français, puis aussi des GI américains. Il y avait eu un double attentat. Expliquant que le suicide en islam est interdit, donc pour qu'il y ait un attentat suicide il faut qu'il y ait une justification théologique de la part des imams, donc je vais expliquer un petit peu ça. Comment les sunnites se sont dans les années 90 eux aussi emparés de l'attentat suicide, parce que c'était plutôt l'apanage des chiites qui ont fini par y renoncer d'ailleurs. Et donc j'ai expliqué

que le martyr, parce que c'est un martyr, shahid, celui qui se suicide pour la cause, va obtenir au paradis 70 vierges, enfin voilà, c'est des choses qui sont connues. Et j'expliquais qu'un jour, il y a une femme qui elle aussi a commis un attentat de suicide. Alors là, ça posait un problème théologique. Est-ce qu'elle aura droit elle aussi à sa récompense, c'est-à-dire à ses 70 puceaux quand elle arrivera au paradis ? Non, les imams ont dit qu'elle aura droit à un bon mari qui lui sera fidèle.

Des étudiants bien intentionnés ont donc envoyé un courrier à la présidente de l'université de Lyon, à qui coivent toutes les universités lyonnaises, pour m'accuser d'islamophobie et de sexisme.

Florence Bergeaud-Blackler : Il est motivé par quoi ?

Fabrice Balanche : Il est motivé par ce que j'avais dit là. C'est considéré comme islamophobe et sexiste. Je m'appuie sur Terreur et Martyr de Gilles Keppel, je m'appuie sur Hugo Micheron, enfin sur des ouvrages. Et puis s'il y a quelqu'un qui est sexiste, ce n'est pas moi, c'est plutôt les imams qui ont fait ces fatwas. Moi, je n'ai fait que les répéter et expliquer la logique de l'attentat suicide et pourquoi les gens en arrivaient là. Parce qu'il faut quand même essayer de comprendre.

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que ces gens qui se plaignent, ces étudiants qui se plaignent signent leur courrier ?

Fabrice Balanche : Je ne sais pas parce que l'université ne m'a pas transmis leur courrier. L'université a demandé aux organisateurs de la conférence de se justifier, donc que je me justifie, puisque c'est moi l'accusé.

Florence Bergeaud-Blackler : Pour avoir rapporté...

Fabrice Balanche : Voilà. Donc pour l'instant, bon, on n'en sait pas plus. Évidemment, l'université n'a pas voulu dire qui était à l'origine de cette plainte et a juste dit, nous verrons les suites que nous donnerons à cette affaire. Alors, comment faut-il le comprendre ? Que l'université va attaquer ses étudiants pour diffamation et calomnie ? Ou est-ce que c'est moi qui vais me retrouver convoqué devant le tribunal politique, c'est-à-dire devant la commission des disciplines pour islamophobie et sexisme ?

Florence Bergeaud-Blackler : Il faudrait savoir exactement ce que contient la lettre, ce qui est reproché. Mais leur réaction, ça a été quand même de vous prévenir et de vous dire, de façon assez ambiguë finalement, qu'ils donneraient éventuellement suite.

Fabrice Balanche : Donc de me justifier. Alors je trouve ça quand même assez incroyable parce que ces étudiants se plaignent qu'il n'y avait personne pour

modérer mes propos, contredire mes propos dans l'amphithéâtre. Ils étaient là, eux.

Florence Bergeaud-Blackler : Pourquoi ils ne l'ont pas fait ?

Fabrice Balanche : Pourquoi ils ne l'ont pas fait ?

Florence Bergeaud-Blackler : Non, mais vous êtes professeur. Vous n'organisez pas un débat avec vous-même ou avec d'autres, quand vous enseignez ?

Fabrice Balanche : Oui, mais là, c'était une conférence...

Florence Bergeaud-Blackler : C'était une conférence débat.

Fabrice Balanche : C'était une conférence débat. Donc ils pouvaient poser des questions. Et même mes étudiants, en cours, quand je fais des cours, ils peuvent très bien poser des questions. Il n'y a pas de souci. Et en plus, après la conférence, je suis resté une heure à discuter. Il y avait un petit cocktail après. Ils pouvaient très bien venir me voir et me poser des questions. Mais non. C'est leur stratégie.

Florence Bergeaud-Blackler : Il s'agit de déstabiliser.

Fabrice Balanche : Déstabiliser, faire peur. Bon, vous perdez une demi-journée à rechercher vos sources pour faire une réponse argumentée à l'université, c'est quand même du temps perdu. Vous, les organisateurs de la conférence se disent, bon, la prochaine fois, on ne parlera pas de ça, parce que si ça fait des vagues et que l'université le prend mal, notre subvention annuelle va être reniée, on n'aura plus droit à l'amphi, etc. Donc ce sont des...

Florence Bergeaud-Blackler : En fait, c'est de l'intimidation.

Fabrice Balanche : C'est de l'intimidation. Mais ce qu'il faudrait faire, c'est déjà qu'au lieu de ce ton accusateur qu'utilise l'université à mon égard, c'est plutôt me protéger.

Florence Bergeaud-Blackler : Peut-être faire une enquête aussi sur ses étudiants.

Fabrice Balanche : Faire une enquête sur ses étudiants, les menacer d'un procès en diffamation, parce qu'on n'accuse pas les gens comme ça, les professeurs en fonction, sans quand même des motifs aussi fluents, aussi insignifiants.

Florence Bergeaud-Blackler : Ça les étréce.

Fabrice Balanche : Oui. Et puis en plus, si on prend en considération leurs plaintes, bon, bah ça les renforce. Donc ça, c'est une stratégie systématique d'intimidation.

Florence Bergeaud-Blackler : Et comment expliquer qu'avec toutes ces années qui sont passées, c'est toujours un peu la même chose, les universités, les présidents d'universités ne réagissent toujours pas ? Ils pourraient demander des enquêtes. Ils pourraient se pencher sur un problème qui revient de façon séquentielle.

Fabrice Balanche : Un président de l'université est élu par le conseil d'administration de l'université. Ce conseil d'administration de l'université est un conseil élu, avec quelques membres nommés, représentants de l'État, du conseil régional, etc., mais essentiellement des gens qui sont élus. Et donc, qui domine aujourd'hui ces conseils d'administration ? Chez les syndicats étudiants, que des syndicats de gauche et d'extrême-gauche. Le personnel qui a peut-être plus les pieds sur terre que les enseignants-chercheurs ? On a l'UNSA, la CGT, mais même la CGT... a quand même plus les pieds sur terre que le SNES-SUP ou les différents syndicats enseignants. Ça dépend peut-être des villes. Ça dépend des villes, mais en tout cas, dans beaucoup de facultés de sciences humaines et sociales, je suis quand même rendu compte de ça. Et par conséquent, la plupart de ces présents d'universités sont dans cette mouvance...

Florence Bergeaud-Blackler : Islamo-gauchistes.

Fabrice Balanche : Islamo-gauchistes. Tout simplement.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors est-ce qu'il y a besoin, puisque les islamogauchistes ont l'air de faire le job de frères musulmans, dans ces structures-là ?

Fabrice Balanche : Oui, parce qu'il faut... Alors dans les universités, il y a besoin évidemment d'avoir ces quelques censeurs. C'est toujours mieux. Mais vous avez énormément de...

Florence Bergeaud-Blackler : Est-ce que l'autocensure ne suffit pas ?

Fabrice Balanche : Oui. Elle s'instaure aujourd'hui. Mais vous avez des gens qui ne sont pas frères musulmans, qui sont des gens de gauche, mais qui sont pires que les frères musulmans dans ce travail de censure.

Florence Bergeaud-Blackler : Ils ont été formés aussi.

Fabrice Balanche : Je dirais qu'ils ont été déformés. Ils ont été déformés. C'est l'alliance en fait de l'islamisme et du wokisme.

Florence Bergeaud-Blackler : Mais qui est longue, qui date déjà. Elle se noue, on peut dire, dans les années 80-90, cette alliance-là.

Fabrice Balanche : Elle se noue mais aujourd'hui ce qui se produit c'est que les recrutements à l'université et au CNRS sont des recrutements idéologiques pour la grande majorité d'entre eux. Il faut être clair. Déjà à la base...

Florence Bergeaud-Blackler : Et on a quand même parmi les professeurs, parmi des enseignants, des gens qui ne sont peut-être pas frères musulmans mais extrêmement liés de façon à une proximité très forte. Alors on connaît bien sûr le cas de François Burga parce qu'il est connu. Mais il y en a d'autres qu'on ne peut pas nommer parce qu'on serait mis effectivement en procès, etc. Et c'est toujours très coûteux. Mais ces gens-là, on les connaît, vous comme moi. Comment faire vis-à-vis de ceux-là qui prennent les postes aussi ? C'est ça qui est préoccupant, c'est qu'il suffit de vous accuser d'islamophobie pour que vous ne puissiez avoir aucun poste.

Fabrice Balanche : Après une université, si vous vous présentez sur un poste de professeur, ne voudra pas prendre de risque. On prendra quelqu'un d'autre. Pas de fumée sans feu, vaut mieux éviter les problèmes. Donc il y a quand même beaucoup de lâcheté dans le milieu. Ce que décrit Welbeck dans Soumission, c'est du vécu, c'est du réel. Il faudrait déjà pour moi réformer le système de recrutement des enseignants chercheurs à l'université.

Florence Bergeaud-Blackler : Dans quel sens ?

Fabrice Balanche : Ces commissions ad hoc donnent de bien mauvais résultats. Ça partait d'un bon sentiment. Quand Valéry Pécresse a fait la loi sur l'autonomie des universités, plutôt que d'avoir une commission qui était élue par le département de géo, le département d'histoire et qui allait durer 4 ans, et qui allait recruter en géographie physique, de la géomatique, etc. On s'est dit non, on va faire ça à l'américaine, on va faire des commissions de spécialistes spécialisés sur la thématique du poste. Dans un monde idéal où les gens ne jugent que par rapport aux mérites scientifiques, c'est très bien. Mais le monde universitaire français n'est pas idéal. Il est évidemment dominé par des courants politiques et par conséquent, ces commissions ad hoc, bien souvent, on va placer dans la commission des personnes qui savent déjà qui vont recruter. CNRS c'était pire. Là ça n'a fait que s'amplifier.

Florence Bergeaud-Blackler : L'autonomie des universités...

Fabrice Balanche : La première loi devait être suivie d'une loi qui allait mettre les universités en concurrence les unes les autres. Et donc on allait aboutir finalement à recruter des bons profs pour attirer des étudiants parce que sinon les formations allaient s'effondrer et le budget de l'université aussi. Donc dans l'esprit de Valérie Pécresse, voilà, cette mise en concurrence, des commissions

ad hoc, une autonomie de l'université allaient nous rendre beaucoup plus performants.

Florence Bergeaud-Blackler : Et ça n'a pas marché.

Fabrice Balanche : Ça n'a pas marché parce qu'en 2012, c'est François Hollande qui a été élu. Il a bloqué finalement le processus. On a resté à la première phase, à l'autonomie, c'est-à-dire au droit sans les devoirs.

Florence Bergeaud-Blackler : C'est ça.

Fabrice Balanche : Et donc aujourd'hui, c'est de l'autopromotion. C'est du renforcement de la secte au pouvoir, de l'attribution des allocations de thèse. Dès le départ, si vous faites un sujet sur la danse à vos enveloppes comme moteur d'intégration sociale, là vous aurez un financement, il n'y a pas de souci. Si vous faites une étude sur la fragmentation territoriale avant Envelain en raison du communautarisme, alors là, c'est fini pour vous. Terminé. Donc ceux qui font des thèses, déjà ils font des thèses qui sont orientées dans une certaine direction. Parce que c'est la seule façon d'avoir...

Florence Bergeaud-Blackler : Et la thèse et la carrière, sinon c'est juste pas possible.

Fabrice Balanche : Et donc vous vous retrouvez avec seulement un vivier de thésards qui ont travaillé sur ces questions d'intégration, de vivre ensemble.

Florence Bergeaud-Blackler : Et qui viendront informer les politiques de la ville.

Fabrice Balanche : Et qui vont ensuite former les politiques de la ville, qui vont être écoutées comme experts par les médias. Donc il y a un énorme problème. Après le Charlie Hebdo et le Bataclan, on s'est rendu compte en France qu'on manquait de spécialistes en islamologie. On recrutait deux, trois islamologues chaque année. Et là, Najat Vallaud-Belkacem, qui était ministre de l'Enseignement et de l'Enseignement supérieur à l'époque, a dit « Bon ben on va ouvrir les postes ». Et en deux ans, je crois qu'on a recruté 50 personnes. Vous passez d'un recrutement de 2-3 chaque année où là, on pouvait quand même prendre des gens de bonne qualité.

Florence Bergeaud-Blackler : On prenait son temps aussi.

Fabrice Balanche : Voilà, on prenait son temps. Et là, on recrute 50 personnes en deux ans. On a appris n'importe qui.

Florence Bergeaud-Blackler : C'est ça.

Fabrice Balanche : Et aujourd'hui, ces gens-là, ils sont dans l'université au CNRS pour 40 ans. Et ce sont eux qui forment les nouvelles générations d'islamologues.

Florence Bergeaud-Blackler : Et c'est pour ça qu'aujourd'hui, on travaille surtout sur l'islamophobie, mais pas sur l'islamisme.

Fabrice Balanche : Bien sûr. Donc là, il y a un énorme problème. Quand je vois par exemple Gilles Kepel ou Bernard Rougier, comment ils ont pu travailler sur ces questions des territoires perdus, de la République, etc.

Florence Bergeaud-Blackler : Grâce au financement du Conseil régional de l'île de France.

Fabrice Balanche : Conseil régional de l'île de France.

Florence Bergeaud-Blackler : Valérie Pécresse.

Fabrice Balanche : Pas de financement de l'ANR, l'Agence Nationale de la Recherche ou du CNRS ou rien du tout.

Florence Bergeaud-Blackler : La chaire d'ailleurs de Gilles Keppel n'a pas été renouvelée.

Fabrice Balanche : Bien sûr. Donc là il y a quand même un énorme souci dans la formation. Et en fait l'État, enfin l'État... Nos dirigeants dont les enfants sont dans des grandes écoles ou font des carrières d'ingénieurs ou de management ou font leurs études à l'étranger, les facultés de sciences humaines et sociales pour eux ce n'est pas important, ce n'est pas stratégique, ce n'est pas comme les sciences dures. Donc on les abandonne à l'extrême gauche. Mais c'est la formation des profs des écoles, c'est la formation des profs du secondaire, c'est la formation des médias, des gens qui travaillent dans la fonction territoriale. C'est la main gauche de l'État, comme disait Bourdieu, des millions de gens. Et par conséquent, en plus, c'est aujourd'hui dans ces facultés-là qu'on voit arriver les gros bataillons d'étudiants issus de l'immigration, première ou deuxième génération, venus des banlieues.

Florence Bergeaud-Blackler : Qui sont fort travaillés par les salafistes et les frères musulmans.

Fabrice Balanche : Déjà fort travaillés par les salafistes et les frères musulmans à la base, qui, pour eux, l'université, ce serait quand même l'endroit de mérite républicain, où ils pourraient s'en sortir, etc. Mais bon, comme le niveau s'est effondré, finalement, bien souvent, ils se retrouvent sur des voies de garage. Dans les lycées de banlieue, ils n'ont pas non plus un niveau exceptionnel. On donne le bac à tout le monde de toute façon. Donc avec le bac, vous accédez à l'université, mais ils n'ont pas les outils pour pouvoir s'en sortir. Certains s'en sortent.

Florence Bergeaud-Blackler : Donc le niveau baisse d'année en année.

Fabrice Balanche : Il baisse. Et puis surtout, ces étudiants sont frustrés parce qu'ils n'y arrivent pas, parce qu'ils n'ont pas les connaissances, parce qu'ils n'ont pas la culture générale, parce qu'ils n'ont pas les habitudes de travail. Donc ils ne s'en sortent pas. Et vous avez les frères, les apprentis frères, voire des collègues wokistes qui vont leur expliquer que c'est pas de leur faute, c'est parce qu'ils sont discriminés, c'est le système qui veut qu'ils échouent. Et là, on est complètement démuni face à ça. Et comme ce n'est pas stratégique pour l'État, finalement, on ne s'en occupe pas. Enfin, l'État pense que ce n'est pas stratégique, alors que c'est essentiel, c'est essentiel. C'est des millions d'enseignants du primaire, du secondaire qui vont être formés.

Florence Bergeaud-Blackler : Et puis c'est notre jeunesse. C'est le futur du pays.

Fabrice Balanche : Il faut absolument réagir. Moi, je pense qu'il y a certaines facultés qui devraient être directement gérées par le rectorat, comme lorsqu'il y a certaines communes qui sont mises sous tutelle par la préfecture, parce que là, il y a des dérives absolument incroyables.

Florence Bergeaud-Blackler : Alors pour conclure cet entretien passionnant, qu'est-ce qu'on peut imaginer pour l'avenir, Fabrice Balanche ?

Fabrice Balanche : Qu'est-ce qu'on peut imaginer pour l'avenir ? J'espère ne pas être trop pessimiste. Moi, souvent, je me pose la question de savoir si la France va pas finir comme le Liban ou la Syrie. Parce que quand on voit quand même la fragmentation du territoire, la montée de l'islamisme. Dans la stratégie d'un Abou Moussa Bessouri, l'idéologue de Daesh, un des idéologues de Daesh, les attentats pour déstabiliser la société, empêcher les populations d'origine musulmane de s'intégrer mais rester dans des ghettos pour antagoniser la société, on en prend quand même le chemin. Donc ça c'est quand même extrêmement inquiétant parce que l'étape suivante... Donc c'est quoi la guerre civile ? L'étape suivante, c'est à partir de cellules, pour le coup, dormantes, l'attaque des institutions, de la police, de l'armée, avant la phase de conquête. C'est comme ça qu'ils voient les choses, les frères musulmans, salafs et djihadistes.

Florence Bergeaud-Blackler : Moi, je pense qu'il y a déjà des cellules dormantes, en réalité. On sait que dans le sport, beaucoup se forment physiquement. Il y a aussi la question des armes, etc. Donc ça existe, cette réalité-là.

Fabrice Balanche : Les cellules dormantes pour passer à l'assaut, ça existe, on l'a bien vu avec Artigathe ou d'autres endroits. Donc il faut déjà que les gens se réveillent. On est vraiment conscients. C'est surtout les politiques.

Florence Bergeaud-Blackler : Et sur le plan universitaire, de la production de la connaissance, justement, qui pourrait nous permettre ou pourrait permettre aux citoyens de mieux réfléchir sur ces sujets et d'agir aussi.

Fabrice Balanche : Je crois que malheureusement, j'ai pas beaucoup d'espoir dans l'université, dans le CNRS, parce que c'est verrouillé.

Florence Bergeaud-Blackler : Mais il y a des centres de recherche. Et puis il y a le CERIF.

Fabrice Balanche : Oui, voilà, par exemple. Je crois que la solution, c'est celle-là, en fait. C'est des centres de recherche en dehors de l'université.

Florence Bergeaud-Blackler : Au moins pour un temps, le temps qu'elles se remettent en marche.

Fabrice Balanche : C'est ça. Pouvoir avoir des financements. Aujourd'hui, par exemple, si on donne 100 euros à Médecins Sans Frontières, on a 66 euros de réduction fiscale. Donc des centres de recherche déclarés d'utilité publique qui pourraient ainsi être financés par des donateurs privés, le citoyen lambda, comme le sont les ONG, et dans lesquels on pourrait véritablement faire des recherches concrètes qui aient une utilité sociale.

Florence Bergeaud-Blackler : Ça me permet de dire que c'est le cas du sérieux, auxquels vous pouvez donner effectivement et bénéficier d'une réduction fiscale. Donc les choses ne sont pas quand même... Parce que je côtoie beaucoup de gens qui sont un peu désespérés de la situation. Non, on peut se reprendre, tout n'est pas fini. Mais c'est vrai que ça va nous demander beaucoup d'efforts, et les efforts des citoyens, pas seulement des élus. Je crois qu'il ne faut plus compter seulement sur ceux qui nous représentent, et la connaissance est évidemment essentielle. La production de connaissances nouvelles, de connaissances critiques, parce que la connaissance est de toute façon critique, peut nous permettre d'y parvenir. En tout cas, merci beaucoup Fabrice Balanche pour cet entretien et j'espère qu'on aura l'occasion de suivre un peu. Tenez-nous au courant de cette affaire d'accusation d'islamophobie qui est effectivement très grave et on en reparlera de toute façon sur la chaîne.

Fabrice Balanche : Merci pour votre livre et pour tout ce que vous faites, parce que c'est la bonne direction et ça nous donne de l'espoir pour l'avenir.

Florence Bergeaud-Blackler : Merci beaucoup, merci.